



## Comité budgétaire de la JUB

---

Décision adoptant le budget de la Juridiction unifiée du brevet pour l'année 2025

Luxembourg, le 25 novembre 2024

## DÉCISION DU COMITÉ BUDGÉTAIRE

du 25 novembre 2024

portant adoption du budget de la Juridiction unifiée du brevet pour l'année 2025.

LE COMITÉ BUDGÉTAIRE DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET,

VU l'Accord relatif à une Juridiction unifiée du brevet, et notamment ses articles 36 et 37;

VU les statuts de la Juridiction unifiée du brevet, et notamment leur article 26;

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Juridiction unifiée du brevet de respecter ses engagements pour l'année 2025;

CONSIDÉRANT l'urgence de doter la Juridiction de son budget et de ses ressources financières,

DÉCIDE:

Conformément aux articles 21 à 29 de la décision du Comité administratif de la Juridiction unifiée du brevet régissant la gestion financière de la Juridiction,

est

1. adopté:

le budget pour l'année 2025 de la Juridiction unifiée du brevet, d'un montant total de 30 344 347 EUR, y compris le budget des régimes de retraite et de sécurité sociale, d'un montant total de 4 720 902 EUR;

2. approuvée:

la clé de contribution, telle qu'elle figure à l'Annexe 2.

La présente décision entre en vigueur le 25 novembre 2024.

Fait à Luxembourg, le 25 novembre 2024,

Pour le comité budgétaire

Signé Bruno Leboullenger

Le président

## RÉSUMÉ

*Le présent document contient le projet de budget applicable à l'année 2025 de la Juridiction unifiée du brevet (JUB) conformément à la section 2 articles 21 à 26 du Règlement financier de la Juridiction unifiée du brevet (JUB) adopté le 22 février 2022 par le Comité administratif et tel que modifié.*

*Le présent projet de budget repose sur des hypothèses considérées par la Juridiction à partir d'anciennes enquêtes et mises à jour grâce à l'expérience et aux connaissances acquises au cours de la période d'application provisoire (PAP), de la première période comptable (FAP) et jusqu'à l'année 2024.*

*Il contient les processus financiers nécessaires pour que la JUB puisse remplir ses fonctions opérationnelles et pour faciliter l'adaptabilité de ses ressources humaines, techniques et organisationnelles afin de faire face aux défis et aux incertitudes inhérents aux premières années de fonctionnement.*

*Il contient également les informations et estimations requises par l'article 23 du Règlement financier, telles que les états prévisionnels du résultat global et de la situation financière, le tableau des postes et le plan de recrutement, ainsi que les estimations concernant les principales données financières pour les quatre prochaines années, conformément à l'article 23, paragraphe 3, point c), du Règlement financier de la JUB, de 2026 à 2029.*

*L'appel à contribution des états membres contractants, y compris les contributions au fonds de roulement attendues de chaque état membre contractant, est détaillé à l'Annexe 2.*

*Il est demandé au Comité budgétaire de bien vouloir adopter le budget 2025 et d'approuver l'application de la clé de répartition liée au présent budget.*

## Table des matières

Table des matières .....	3
1. Projet de l'année budgétaire 2025 de la JUB - Introduction .....	4
2. Principes fondamentaux et hypothèses de planification .....	4
1) Chapitre 51 Frais de procédure .....	5
2) Chapitre 52 Contribution des États membres .....	9
3) Chapitre 53 Autres recettes opérationnelles .....	10
4) Chapitre 61 : dépenses et recettes des régimes de pension et de sécurité sociale .....	11
5) Chapitre 31 Salaires .....	11
6) Chapitre 32 Régimes de pension et de sécurité sociale .....	15
7) Chapitre 33 à 37 Dépenses générales opérationnelles, Fonds de roulement, remboursements aux États membres et autres dépenses. ....	16
8) Chapitre 41 Dépenses en capital liées aux TI .....	20
3. Annexes .....	22
<b>Annexe 1 : BUDGET DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET</b> .....	23
<b>Annexe 1.1 : budget de la Juridiction unifiée du brevet : crédits</b> .....	23
<b>Annexe 1.2 : hypothèses préliminaires pour les quatre prochaines années :</b> .....	24
<b>Annexe 2 Contributions dues par les états membres contractants pour l'année 2025 :</b> .....	25
<b>Annexe 2.1 Contributions dues par les états membres contractants pour l'année 2025 :</b> .....	25
<b>Annexe 2.2 Contributions à appeler (indemnisation avec le fonds de roulement du FAP)</b> .....	25
<b>Annexe 3 : remarques concernant les dépenses liées aux TI dans le budget 2025.</b> .....	28
<b>Chapitre 411 - Dépenses liées aux TI : Systèmes et services intégrés</b> .....	28
<b>Chapitre 331 - Dépenses opérationnelles informatiques et bases de données (licences e-Library non comprises)</b> .....	29
<b>Annexe 4 : États financiers de la Juridiction</b> .....	32
<b>4.1. Projet de l'état des ressources</b> .....	33
<b>4.2. Projet de l'état des recettes estimées</b> .....	34
<b>4.3. Compte de résultat</b> .....	34
<b>4.4. État de la situation financière</b> .....	35
<b>4.5. Prévision des flux de trésorerie</b> .....	36
<b>4.6 Note explicative sur les états financiers</b> .....	36

## 1. Projet de l'année budgétaire 2025 de la JUB - Introduction

Ce document présente le projet de budget de la JUB pour 2025.

Les estimations du nombre d'affaires ont été établies sur la base du nombre d'affaires déposées auprès de la Juridiction à la fin du mois de décembre 2023 et au cours des trois premiers trimestres de 2024.

La charge de travail de la JUB et le nombre de juges nécessaires pour traiter les dossiers et les décisions de dérogation seront très difficiles à prévoir pendant les premières années d'activités et feront l'objet d'un examen et d'un suivi approfondis. Il convient de noter que les estimations pour l'exercice budgétaire JUB 2025 sont basées sur une comptabilité de caisse modifiée et non sur une comptabilité d'exercice.

L'Annexe 1 présente les dépenses d'exploitation et les dépenses financières de la JUB ainsi que les estimations de recettes pour l'exercice budgétaire 2025, ainsi que des hypothèses préliminaires pour les quatre années suivantes.

€ 17 131 619	Dépenses de personnel (salaires et cotisations à la JUB)
€ 7 520 538	Dépenses opérationnelles hors personnel
€ 4 435 590	Dépenses en capital du fonds de roulement
€ 1 256 600	Dépenses en capital pour les TI
<b>Dépenses totales : 30 344 347 EUR</b>	

€ 10 354 422	Recettes des frais de procédure
€ 3 104 560	Impôt interne
€ 16 885 365	Contributions de 18 états membres contractants
<b>Total des recettes : 30 344 347 EUR</b>	

## 2. Principes fondamentaux et hypothèses de planification

Le budget 2025 de la JUB présenté dans ce document repose sur les principales hypothèses préliminaires suivantes :

### **RECETTES :**

## 1) Chapitre 51 Frais de procédure

Les estimations de cas suivantes sont fondées sur des hypothèses considérées par la Juridiction à partir des cas réels déposés et de l'expérience et des connaissances acquises au cours du premier exercice comptable (FAP) et jusqu'à l'année 2024 (jusqu'au troisième trimestre 2024), à savoir :

	FAP 2023 (7 mois)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Catégorie	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Appel220_1	2	5	10	23
Appel220_2	14	10	29	7
ApplicationRoP333	10	7	7	28
Mesures provisoiresR206	16	7	6	11
Mesures provisoiresR192	6	1	0	4
Mesures provisoiresR199	2	0	0	1
Action en contrefaçon	74	36	47	41
Demande reconventionnelle en nullité	24	25	28	36
Action en nullité	24	4	12	4
Demande reconventionnelle action en contrefaçon	0	0	1	1
Absence de contrefaçon	1	1	1	0
Application Déterminer les dommages	1	2	0	0
Action en indemnisation pour licence de droit	0	0	1	0
Recours contre une décision de l'OEB	0	0	0	1
Mémoire préventif	505	77	66	73
Prolongation de mémoire préventif	34	31	42	32
<b>Total</b>	<b>713</b>	<b>206</b>	<b>250</b>	<b>262</b>

Il est supposé, sur la base du nombre de cas mentionnés ci-dessus et avec une extrapolation/projection jusqu'à la fin de l'année 2024, basée sur les cas déposés pendant la FAP et les 3 premiers trimestres de 2024 et l'expérience et les connaissances acquises pendant ces périodes pour estimer la tendance linéaire des cas, que le nombre suivant de cas sera déposé à la JUB au cours de l'exercice budgétaire 2025 :

Recettes brutes du TPI				
Type Action	Nombre attendu	FIXER LES FRAIS	Moyenne des frais variables	Revenu total Action NBR * ( Fixe + moyenne des frais variables)
Action en contrefaçon	156	11 000	18 219	4 551 151
Demande reconventionnelle en contrefaçon	2	11 000	18 219	58 438
Déclaration de non-contrefaçon	3	11 000	18 219	84 151
Action en indemnisation pour licence de droit	2	11 000	18 219	58 438
Demande de détermination des dommages-intérêts	2	3 000	18 219	42 438
Action en nullité	24	20 000		475 200
Demande reconventionnelle en nullité	108	-	17 210	1 862 810
Demande de mesures provisoires	37	11 000		406 560
Recours contre une décision de l'OEB	2	1 000		2 000
Demande de conservation des preuves	4	350		1 386
Demande d'ordonnance de descente sur les lieux	2	350		700
Demande d'ordonnance de gel des avoirs	2	1 000		2 000
Dépôt d'un mémoire préventif	796	200		159 192
Demande de prolongation de la durée de validité d'un mémoire	99	100		9 900

préventif inscrite au registre				
Demande de révision	2	-		-
Demande de rétablissement des droits	2	350		700
Demande de réexamen d'une ordonnance de gestion de cas	25	300		7 524
Demande d'annulation d'une décision par défaut	2	1 000		2 000
<b>Total</b>	<b>1 270</b>	<b>82 650</b>	<b>108 305</b>	<b>7 724 589</b>

Recettes brutes de la Cour d'appel				
Type Action	Nombre attendu	FRAIS FIXES	Frais variables moyens	Revenu total Action NBR * (Fixe + moyenne des commissions variables)
Recours formé en vertu de la règle 220.1 a) et b) [R 228] dans le cadre d'une action en contrefaçon	55	11 000	18 219	1 607 045
Recours formé en vertu de la règle 220.1 a) et b) [R 228] dans le cadre d'une action en déclaration de non-contrefaçon	1	11 000	18 219	29 219
Recours formé en vertu de la règle 220.1 (a) et (b) [R 228] en ce qui concerne une demande de détermination de dommages-intérêts	1	3 000	18 219	21 219
Recours formé en vertu de la règle 220.1 (a) et (b) [R 228] dans le cadre d'une action en nullité	13	20 000		260 000

Recours formé en vertu de la règle 220.1 a) et b) [R 228] en ce qui concerne une demande reconventionnelle en nullité	35	-	17 210	602 350
Recours formé en vertu de la règle 220.1 c) [R 228] à l'encontre d'une demande de mesures provisoires	10	11 000		110 000
<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>56 000</b>	<b>71 867</b>	<b>2 629 833</b>

Il est également supposé, sur la base du nombre de cas reçus jusqu'en septembre 2024 et aux fins du calcul des honoraires supplémentaires basés sur la valeur, que la répartition des cas pour 2025 sera la suivante :

De	à	Frais supplémentaires basés sur la valeur	Pourcentage de cas %
0 €	500 000 €	0 €	14%
500 001 €	750 000 €	2 500 €	7%
750 001 €	1 000 000 €	4 000 €	14%
1 000 001 €	1 500 000 €	8 000 €	2%
1 500 001 €	2 000 000 €	13 000 €	10%
2 000 001 €	3 000 000 €	20 000 €	8%
3 000 001 €	4 000 000 €	26 000 €	27%
4 000 001 €	5 000 000 €	32 000 €	6%
5 000 001 €	6 000 000 €	39 000 €	3%
6 000 001 €	7 000 000 €	46 000 €	1%
7 000 001 €	8 000 000 €	52 000 €	4%
8 000 001 €	9 000 000 €	58 000 €	0%
9 000 001 €	10 000 000 €	65 000 €	3%
10 000 001 €	15 000 000 €	75 000 €	1%
15 000 001 €	20 000 000 €	100 000 €	1%
20 000 001 €	25 000 000 €	125 000 €	0%
25 000 001 €	30 000 000 €	150 000 €	0%
30 000 001 €	50 000 000 €	250 000 €	0%
50 000 001 €		325 000 €	1%
			<b>100%</b>

La JUB mène sa procédure d'une manière qui permettra normalement à la procédure orale finale sur la contrefaçon et la validité en première instance d'avoir lieu dans un délai d'un an à compter de l'introduction de l'affaire et à l'arrêt d'être rendu six semaines plus tard.

Les parties aux procédures paieront à l'avance des honoraires fixes et des honoraires basés sur la valeur, conformément aux Règles sur les frais de procédure telles qu'adoptées par décision du Comité administratif le 8 juillet 2022.

Certaines parties peuvent obtenir des réductions de frais (par exemple, les PME et les personnes physiques). Dans certaines circonstances (par exemple, en cas de règlement anticipé ou si l'affaire est traitée par un juge unique) il peut s'avérer nécessaire de rembourser les frais aux parties.

Compte tenu de ce qui précède, le montant brut des frais perçus par la JUB (à l'exclusion des réductions de frais) pour l'exercice budgétaire 2025 est estimé à **10 354 422 EUR**.

<b>€ 7 724 589</b>	<b>Recettes brutes du TPI</b>
<b>€ 2 629 833</b>	<b>Recettes brutes de la Cour d'appel</b>
<b>Total des recettes brutes : 10 354 422</b>	

Il convient de noter qu'aux fins de la préparation du budget 2025, on n'anticipe aucune recette depuis le Centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevets (PMAC) ni depuis le Centre de formation.

## 2) Chapitre 52 Contribution des États membres

Le présent projet de budget s'appuie sur la **clé de répartition provisoire** pour les budgets initiaux et amendés du PAP, nonobstant la mise à jour de la clé de répartition qui sera effectuée en parallèle après collecte des données pertinentes des années 2020, 2021 et 2022. Ces contributions sont calculées conformément à l'article 6.1 a à c du Règlement financier pour la période d'application provisoire.

Toutes ces contributions seront révisées en temps utile selon la clé de répartition actualisée et mises en œuvre au cours de l'exercice comptable approprié.

D'autre part, aucun état membre contractant entrant n'a été enregistré à la date de présentation de ce projet de budget et le présent projet de budget ne comporte aucune modification à cet égard.

Les hypothèses préliminaires concernant les modifications des contributions des états membres contractants pour les années 2025 à 2029 doivent être considérées comme théoriques à ce stade. Il est rappelé que l'adoption du présent projet de budget n'engage ni la JUB ni les États membres en ce qui concerne ces hypothèses préliminaires.

La présentation des contributions dues par les états membres contractants est répartie dans différents tableaux à l'annexe 2 (2.1. & 2.2) en tenant compte de l'option d'indemnisation du fonds de roulement du FAP non utilisé.

### 3) Chapitre 53 Autres recettes opérationnelles

#### *Impôt interne*

Les recettes de l'impôt interne prévu pour 2025 enregistrent l'impôt sur le revenu à payer par le personnel de la JUB.

Il convient de noter que l'impôt interne comprend un ajustement potentiel des tranches d'imposition interne (sur la base du dernier coefficient actualisé disponible en janvier 2024, publié par la COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN en juin 2024). Conformément à l'annexe III du règlement relatif au régime applicable aux juges, au Greffier et au Greffier adjoint de la Juridiction unifiée du brevet et au statut du personnel de la Juridiction unifiée du brevet (impôts internes), le premier réexamen des tranches d'imposition interne a lieu au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord relatif à une Juridiction unifiée du brevet. La décision des comités est requise à cet égard.

**(Ancien depuis la décision du CB du 07/09/2022) :**

#### **Tax rate**

monthly	from	to	%
Tax 1	€ 127	€ 2 234	8.0%
Tax 2	€ 2 234	€ 3 077	10.0%
Tax 3	€ 3 077	€ 3 526	12.5%
Tax 4	€ 3 526	€ 4 004	15.0%
Tax 5	€ 4 004	€ 4 453	17.5%
Tax 6	€ 4 453	€ 4 889	20.0%
Tax 7	€ 4 889	€ 5 338	22.5%
Tax 8	€ 5 338	€ 5 774	25.0%
Tax 9	€ 5 774	€ 6 223	27.5%
Tax 10	€ 6 223	€ 6 659	30.0%
Tax 11	€ 6 659	€ 7 108	32.5%
Tax 12	€ 7 108	€ 7 544	35.0%
Tax 13	€ 7 544	€ 7 993	40.0%
Tax 14	€ 7 993	€ -	45.0%

**TAX rates 2025**

<b>Monthly</b>	<b>from (monthly)</b>	<b>to</b>	<b>%</b>
<b>Tax 1</b>	<b>143.22 €</b>	<b>2 528.85 €</b>	<b>8.0%</b>
<b>Tax 2</b>	<b>2 528.86 €</b>	<b>3 483.14 €</b>	<b>10.0%</b>
<b>Tax 3</b>	<b>3 483.15 €</b>	<b>3 991.83 €</b>	<b>12.5%</b>
<b>Tax 4</b>	<b>3 991.84 €</b>	<b>4 532.76 €</b>	<b>15.0%</b>
<b>Tax 5</b>	<b>4 532.77 €</b>	<b>5 041.45 €</b>	<b>17.5%</b>
<b>Tax 6</b>	<b>5 041.46 €</b>	<b>5 534.60 €</b>	<b>20.0%</b>
<b>Tax 7</b>	<b>5 534.61 €</b>	<b>6 043.51 €</b>	<b>22.5%</b>
<b>Tax 8</b>	<b>6 043.52 €</b>	<b>6 536.67 €</b>	<b>25.0%</b>
<b>Tax 9</b>	<b>6 536.68 €</b>	<b>7 045.22 €</b>	<b>27.5%</b>
<b>Tax 10</b>	<b>7 045.23 €</b>	<b>7 538.51 €</b>	<b>30.0%</b>
<b>Tax 11</b>	<b>7 538.52 €</b>	<b>8 047.42 €</b>	<b>32.5%</b>
<b>Tax 12</b>	<b>8 047.43 €</b>	<b>8 540.57 €</b>	<b>35.0%</b>
<b>Tax 13</b>	<b>8 540.58 €</b>	<b>9 049.27 €</b>	<b>40.0%</b>
<b>Tax 14</b>	<b>9 049.28 €</b>		<b>45.0%</b>

## 4) Chapitre 61 : dépenses et recettes des régimes de pension et de sécurité sociale

Le budget reflète les dépenses des régimes de pension et de sécurité sociale qui, à des fins de planification, sont considérées comme équivalentes aux contributions de la Juridiction et du personnel (hypothèse selon laquelle les dépenses sont équivalentes aux recettes).

Le budget tient compte des recettes des régimes de pension et de sécurité sociale, qui correspondent aux contributions de la Juridiction et du personnel.

***B. DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS :***

Les hypothèses suivantes ont été prises en considération :

## 5) Chapitre 31 Salaires

Pour faire face à la charge de travail prévue en 2025, il est estimé que 60,3 juges équivalents à temps plein (ETP) seraient nécessaires à la JUB, sur la base du temps moyen requis pour traiter ces affaires estimées :

- 12 ETP à la Cour d'appel (1 président et 11 autres ETP de juges qualifiés sur le plan juridique),
- 48,3 ETP au Tribunal de première instance (1 président, 38,1 ETP de juges qualifiés sur le plan juridique et 9,2 ETP de juges qualifiés sur le plan technique de la JUB qui

travailleront à temps partiel ou au cas par cas pour la Cour d'appel et le Tribunal de première instance).

En outre, la JUB emploie le Greffier et un Greffier adjoint (2 ETP) ainsi que deux conseillers juridiques, l'un pour le Président de la Cour d'appel et l'autre pour le Président du Tribunal de première instance (2 ETP).

D'autres membres du personnel seront employés pour le centre de formation et le PMAC : 7 ETP [2 chefs, 3 secrétaires et 2 gestionnaires de cas].

#### Nombre d'employés (ETP)

CATÉGORIE	Salaire net 2025 par ETP	Budget du PAP	Budget FAP	Budget 2024	Estimation 2025
Président de la Cour d'appel	14 646€	1.0	1.0	1	1.0
Cour d'appel - Juges	14 063€	1.0	2.7	4.1	*11.0
Président du Tribunal de première instance	13 441€	1.0	1.0	1	1.0
Tribunal de première instance – Juges	12 914€	3.0	16.2	34.6	*47.3
Greffier	14 063€	1.0	1.0	1	1.0
Greffier adjoint	12 914€	1.0	1.0	1	1.0
<i>Total des juges et greffiers</i>		<i>8.0</i>	<i>22.9</i>	<i>42.7</i>	<i>62.3</i>
Directeur du Centre d'arbitrage	8 552€	0.0	1.0	1	1.0
Directeur du Centre de formation	8 552€	1.0	1.0	1	1.0
Secrétaire du Centre d'arbitrage	4 639€	0.0	2.0	2	2.0
Secrétaire du Centre de formation	4 639€	0.0	1.0	1	1.0
Gestionnaires de cas	4 639€	0.0	2.0	2	2.0
Conseiller juridique	8 879€	0.0	0.0	2	2.0
<b>Nombre total d'employés (ETP)</b>		<b>9.0</b>	<b>29.9</b>	<b>51.7</b>	<b>71.3</b>

*\*Augmentation du temps de travail et des nominations sur une base trimestrielle*

Les postes permanents dans le budget actuel 2024, ainsi que les postes permanents estimés dans le budget 2025 sont les suivants :

Effectifs	Réel 2024	2 025
<b>Président de la Cour d'appel</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Cour d'appel - Juges qualifiés sur le plan juridique</b>	<b>6</b>	<b>11</b>
<b>Conseiller juridique du Président de la Cour d'appel</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Nombre total de postes permanents Cour d'appel</b>	<b>8</b>	<b>13</b>
<b><i>Président Tribunal de première instance</i></b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Tribunal de première instance- Juges qualifiés sur plan juridique</b>	<b>35</b>	<b>46</b>
Division centrale Paris	4	4
Division centrale Munich	3	3
Division centrale Milan	3	3
Division locale Paris	2	2
Division locale Munich	4	4
Division locale Milan	2	2
Division locale Düsseldorf	2	2
Division locale Hambourg	2	2
Division locale Mannheim	3	3
Division locale La Haye	2	2
Division locale Vienne	1	1
Division locale Bruxelles	1	1
Division locale Copenhague	1	1
Division locale Helsinki	1	1
Division locale Lisbonne	1	1
Division locale Ljubljana	1	1
Division régionale nordique et baltique Stockholm	2	2
Postes supplémentaires de juges qualifiés sur le plan juridique au cours de l'année 2025	-	11
<b>Tribunal de première instance- Juges qualifiés sur le plan technique</b>	<b>75</b>	<b>115</b>
<b>Conseiller juridique du Président du Tribunal de première instance</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Nombre total de postes permanents Tribunal de première instance</b>	<b>112</b>	<b>163</b>
<b>Greffier</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Greffier adjoint</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Nombre total de postes permanents Greffe</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Directeur du Centre d'arbitrage</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Secrétaire du Centre d'arbitrage</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>Gestionnaires de cas</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Nombre total de postes permanents Centre d'arbitrage et de médiation</b>	<b>2</b>	<b>5</b>

<b>Nombre total de postes permanents Cour</b>	<b>124</b>	<b>183</b>
---	------------	------------

Veillez noter que les estimations du budget 2025 ont été construites de manière à ce que la capacité de travail de la Juridiction soit ajustée au moyen de nouveaux recrutements (dans la limite de 11 postes permanents supplémentaires, à répartir entre les divisions concernées en fonction des besoins) et, en parallèle, au moyen d'une augmentation du temps de travail des juges déjà nommés. Les prévisions budgétaires pour ces recrutements supplémentaires seront également utilisées pour augmenter le temps de travail de certains juges, le cas échéant, afin d'assurer que le temps de travail dans chaque division et pour les juges internationaux puisse être ajusté de la manière la plus efficace et la plus flexible possible.

**Le nombre total de juges et de membres du personnel employés par la JUB qui devrait être inclus dans le budget 2025 est de 71,3 ETP, ce qui se traduit par les coûts estimés suivants : 17 131 619 EUR (y compris les dépenses des régimes de pension et de sécurité sociale).**

<b>€ 13 999 641</b>	Salaires
<b>€ 3 131 978</b>	Cotisations de retraite et de sécurité sociale
<b>Dépenses totales : 17 131 619 EUR</b>	

### Salaires et indemnités bruts par type d'emploi

CATÉGORIE	Total 2025 en EUR
Président de la Cour d'appel	€ 289 419
Cour d'appel - Juges	€ 2 384 527
Président Tribunal de première instance	€ 261 612
Tribunal de première instance - Juges	€ 9 543 697
Greffier	€ 278 747
Greffier adjoint	€ 250 314
<i>Total des juges et greffiers</i>	<b>€ 13 008 317</b>
Directeur du Centre d'arbitrage	€ 148 833
Centre de formation des directeurs	€ 148 833
Secrétaire du Centre d'arbitrage	€ 152 366
Centre de formation des secrétaires	€ 76 183
Gestionnaires de cas	€ 152 366
Conseiller juridique des présidents	€ 312 742
<b>Total des salaires : 13 999 641 EUR</b>	<b>€ 13 999 641</b>

*En l'absence d'une étude actuarielle actualisée, il convient de noter que les dépenses du régime de pension ne tiennent pas compte de l'impact potentiel d'une modification des hypothèses actuarielles pour les années 2024 et 2025 et de leur impact sur les coûts de pension supplémentaires requis. Une mise à jour du coût des pensions sera prise en compte dans le budget 2025 amendé, y compris tout impact rétrospectif.*

*Il convient également de noter que le **salaire comprend une adaptation des salaires et des indemnités connexes (limitée aux seules indemnités soumises à adaptation) d'un taux réel de 11,24 %.***

***Le taux de 11,24% est composé d'un taux nominal de 5% (ajustements partiels des salaires entre 2016 et 2023) et de 6% (le taux d'inflation préliminaire 2024 publié par le rapport Eurostat qui doit être voté fin octobre 2024)***

*Conformément à l'article 33 du règlement de service, le Comité administratif, sur proposition du Comité budgétaire, décide chaque année de l'adaptation de la rémunération des juges et du Greffier et du Greffier adjoint. Cette décision aura une incidence sur le budget de 2025. **L'avis des comités est nécessaire pour valider l'ampleur de l'impact.***

## 6) Chapitre 32 Régimes de pension et de sécurité sociale

### *Régime de pension*

Le présent budget 2025 est construit sur les principes et les taux déjà actés pour les budgets précédents selon les décisions du Comité administratif réuni le 8 juillet 2022.

### *Régime médical et social*

Le présent budget 2025 comprend la proposition approuvée d'un régime médical et social. Les taux détaillés inclus dans le budget sont les suivants

- 3,80% pour la couverture médicale et sociale, 1/3 du salaire (1,73%) et 2/3 (2,37%) payés par la Juridiction.
- 0,3 % pour les frais de gestion, pris en charge intégralement par la JUB en application du principe général selon lequel les frais de gestion sont à la charge de l'employeur.
- 35 % de réduction pour les juges à temps partiel (50 %) qui sont encouragés à s'appuyer sur leur régime national pour la couverture primaire.
- 5,5 % pour le risque d'invalidité/décès, appliqué à l'ensemble du personnel de la JUB et intégralement pris en charge par la Juridiction.

Scheme	Staff Contribution	UPC Contribution %
Pension	10.80%	16.20%
Health	1.27%	2.83%
Invalidity/Death	0.00%	5.50%
Long-term care	0.00%	0.00%

All contributions are calculated on the gross salary.

## 7) Chapitre 33 à 37 Dépenses générales opérationnelles, Fonds de roulement, remboursements aux États membres et autres dépenses.

### *Dépenses liées TI aux bases de données et à la bibliothèque électronique :*

Les dépenses opérationnelles pour les TI, les bases de données et la e-library s'élèveront respectivement à **1 859 792 EUR** et **190 882 EUR**.

Veillez vous référer à l'annexe 3 (Mémo sur les dépenses liées aux TI.).

### *Centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevets (PMAC)*

Le PMAC fournit des services de médiation et d'arbitrage pour les litiges en matière de brevets relevant du champ d'application de l'accord relatif à la Juridiction unifiée du brevet (l'accord JUB).

Le budget de la PMAC fait partie du budget de la JUB. Toutefois, le directeur de la PMAC prépare le projet de budget annuel pour approbation par le Comité budgétaire de la JUB.

Le directeur de la PMAC ayant été nommé très récemment en septembre 2024, les coûts de fonctionnement de la PMAC ont été estimés par le directeur de la PMAC et inclus dans le présent budget.

*Le coût total estimé pour la PMAC est de **415 929 euros**.*

€ 53 922	Loyer
€ 84 761	Frais de fonctionnement
€ 16 000	Frais d'établissement
€ 50 000	Conseil
€ 10 000	Expert juridique
€ 40 000	Événements sociaux et internes
€ 5 000	Frais de communication
€ 15 000	Frais de traduction
€ 33 645	Interprètes pour les auditions

€ 42 600	Formation des médiateurs et des arbitres
€ 30 000	Bibliothèque électronique en ligne BASE DE DONNÉES
€ 20 000	Papiers de livre - Juridique
€ 7 000	Assurances (immobilier)
€ 8 000	Autres coûts
<b>€ 415 929</b>	

### *Réunions du Comité administratif, du Comité budgétaire et du Comité consultatif*

Il est prévu que les trois organes directeurs de la Juridiction tiennent douze réunions en présentiel en 2025, quatre réunions du Comité administratif, quatre réunions du Comité budgétaire et quatre réunions du Comité consultatif.

### *Réunions du Présidium et du Greffier/Greffier adjoint*

Il est prévu qu'il y aura 48 réunions en présentiel en 2025 concernant le Présidium de la Juridiction et concernant les deux Greffiers, douze réunions du Présidium, quinze réunions du Greffier et vingt-et-une réunion du Greffier adjoint.

*Déplacements professionnels* Le présent projet de budget 2025 montre une forte augmentation de ces dépenses. Il reflète les besoins supplémentaires entrants en fonction de l'activité judiciaire de la Juridiction (déplacements des juges à temps partiel jusqu'à 50 % du temps de travail et au cas par cas qui ne sont pas domiciliés au lieu de la division à laquelle ils sont affectés.

Les frais de voyage des délégués des États membres et du personnel de la JUB mis à disposition par les États membres sont, conformément à l'accord, pris en charge par les États membres pendant la période transitoire.

€ 52 500	Déplacements professionnels du Comité consultatif
€ 51 139	Déplacements professionnels du Présidium
€ 25 570	Déplacements professionnels pour les conférences
€ 1 043 981	Déplacements professionnels des Juges
€ 28 177	Déplacements de service Greffier/ Greffier adjoint
€ 10 089	Déplacements du personnel du centre de formation
€ 51 266	Déplacements professionnels du personnel du Centre de médiation et d'arbitrage
€ 65 817	Autre personnel (autorisé à la DTR)

**€ 1 328 538**

*Le coût total estimé pour les voyages de service est de **1 328 538 euros**.*

### *Formation*

Le présent projet de budget 2025 prend en considération le besoin continu de dépenses de formation au cours de l'année 2025 pour les juges et le personnel de la JUB, comme le prévoient l'art. 11 de l'accord de la JUB et l'art. 11 du statut de la JUB.

Les dépenses de formation représentent l'ensemble des coûts de formation pour les juges nommés et le personnel de la JUB (y compris les frais de voyage et les indemnités journalières pour les stagiaires) et le renforcement de l'esprit d'équipe/la formation pour le personnel d'appui des États membres (à l'exclusion des frais de voyage et des indemnités journalières).

€ 301 769	1 colloque pour tous les juges (LQ&TQ) de 3 jours ;
€ 112 238	1 session de formation/atelier de 3 jours pour les JQJ ;
€ 71 308	Renforcement de l'esprit d'équipe et formation du personnel d'appui des États membres (2 formations)
€ 10 000	Cours de gestion
€ 123 100	Cours de langues

**€ 618 415**

*Le coût total de la formation est estimé à **618 415 euros**.*

*Il convient de noter que l'estimation des coûts d'installation et de mobilier du centre de formation est basée sur des hypothèses théoriques. L'avis du Comité administratif concernant le lieu et le calendrier de mise en place du centre de formation est nécessaire pour apprécier l'ampleur de l'impact financier.*

### *Fonds de roulement*

Le calcul du fonds de roulement de 4 435 590 euros est basé sur des ratios standards.

En ce qui concerne la JUB, le Fonds de roulement vise en particulier:

- faire face aux dépenses inévitables et légitimes qui ne peuvent être estimées avec précision au moment de l'adoption du budget

- fournir des fonds pour des besoins inattendus de lignes budgétaires croissantes sans exiger de contributions supplémentaires des États membres, sur la base de décisions du Présidium conformément aux règles financières.

En l'absence d'orientations juridiques plus concrètes, le montant du fonds de roulement a, dans la pratique, été déterminé comme suit :

- Pour les liquidités à court terme, au cas où les États membres ne verseraient pas leur contribution en temps voulu : 1/12 (c'est-à-dire 30 jours) des dépenses annuelles pour les salaires, les pensions et les cotisations de sécurité sociale, et d'autres dépenses d'exploitation.

- Pour les dépenses inévitables, qui ne pouvaient pas être prévues ou qui ne pouvaient pas être estimées avec précision : -10% des dépenses budgétaires (à l'exclusion des salaires).

-1/12 (c'est-à-dire 30 jours) des dépenses annuelles pour les salaires, les pensions et les cotisations de sécurité sociale, et les autres dépenses d'exploitation.

-un montant budgétisé lié aux avances du Royaume-Uni dans le cadre du pré-PAP, qui fera l'objet d'une décision à part.

### *Autres dépenses*

Les autres dépenses suivantes sont prévues comme suit :

€ 916 586	Frais de traduction, de publication et de communication
€ 650 624	Conseil (conseils juridiques et de conformité, conseils comptables, conseils en
€ 100 000	Conseil des commissaires aux comptes
€ 172 886	Frais de maintenance du CMS
€ 1 164 733	Aide juridictionnelle et remboursement aux tiers
€ 79 000	Autres coûts
€ 2 213	Frais bancaires

**€ 3 086 042**

Les dépenses pour le traduction s représentent principalement la traduction prévue des documents des affaires de la JUB (322.000 EUR) et les frais d'interprétation pour les audiences (336.000 EUR).

Les frais de procédure reflètent principalement les besoins de la Juridiction en matière de services juridiques, comptables et autres services de conseil (479.000 EUR), les services d'experts de la Juridiction selon le RdP (100.000EUR) et les frais de gestion des pensions prévus (172.000 EUR).

Les aides juridictionnelles et les remboursements représentent principalement les aides juridictionnelles prévues et les remboursements potentiels prévus pour le retrait des recours et des

requêtes, conformément au règlement de procédure de la Juridiction, et sont basés sur les affaires 2023 et 2024.

Sur la base du nombre d'affaires de réduction et de retrait reçues jusqu'en septembre 2024 et des prévisions de la Juridiction pour l'année 2025, on suppose les taux suivants pour les réductions et les retraits d'actions et de demandes par les PME :

#### **Réductions pour les PME**

<b>Proportion de cas soumis aux PME</b>	<b>Montant moyen de l'escompte</b>
<b>10%</b>	<b>60%</b>

#### **Règlement / retrait**

<b>Proportion de cas ayant fait l'objet d'un règlement/retrait</b>
<b>10%</b>

<b>Dont</b>	<b>Montant moyen de l'escompte</b>
<b>20%</b>	<b>60%</b>
<b>50%</b>	<b>40%</b>
<b>30%</b>	<b>20%</b>

<b>Règlement / retrait escompte moyen</b>	<b>3,80%</b>
---	--------------

<b>€ 150 000</b>	Aide juridictionnelle
<b>€ 393 468</b>	Retraits
<b>€ 621 265</b>	Réduction des PME
<b>Total des aides juridictionnelles et des remboursements : 1 164 773 EUR</b>	

#### **8) Chapitre 41 Dépenses en capital liées aux TI**

Les dépenses liées aux TI (notamment en ce qui concerne le système de gestion des affaires de la Juridiction, le CMS, pour le TPI/CoA et le PMAC, le site web de la JUB et la solution "Analytics & Reporting") s'élèveront à 1 256 600 EUR.

Ce montant reflète la nécessité de remplacer le CMS et la transition du système actuel vers le futur système. Il comprend également la mise en place du CMS pour la PMAC ainsi que la mise en place d'un système de reporting et d'analyse des données issues des solutions informatiques de la Juridiction (principalement CMS, Finances et RH).

Veillez vous référer à l'annexe 3 (Mémo sur les dépenses liées aux technologies de l'information) pour des informations détaillées.

### **3. Annexes**

**Annexe 1 : BUDGET DE LA JURIDICTION UNIFIÉE DU BREVET****Annexe 1.1 : budget de la Juridiction unifiée du brevet : crédits**

Section	Title	2024	Estimated 2025
<b>3</b>	<b>Operating and Financial Expenditure</b>	<b>€ 19 448 426</b>	<b>€ 29 087 747</b>
<b>31</b>	<b>Salaries</b>	<b>€ 7 559 750</b>	<b>€ 13 999 641</b>
311	Court of Appeal	€ 1 163 860	€ 2 673 947
312	Court of first instance	€ 5 192 080	€ 9 805 309
313	Registrar & deputy registrar	€ 473 042	€ 529 061
314	Other staff directly employed by the Court	€ 730 768	€ 991 324
<b>32</b>	<b>Pension and social security contributions</b>	<b>€ 2 760 454</b>	<b>€ 3 131 978</b>
321	Court of Appeal	€ 493 821	€ 627 433
322	Court of first instance	€ 1 850 725	€ 2 152 186
323	Registrar & deputy registrar	€ 259 675	€ 124 940
324	Other staff directly employed by the Court	€ 156 233	€ 227 419
325	Pension and social security contributions to national systems	€ -	€ -
<b>33</b>	<b>General operating expenses</b>	<b>€ 5 540 204</b>	<b>€ 6 353 592</b>
331	IT Operating Expenditure, databases and eLibrary	€ 1 206 648	€ 2 050 614
332	Meetings of the Committees	€ 9 555	€ 21 000
333	Translation, publication & communication costs	€ 791 200	€ 916 586
334	Training centre	€ 1 290 065	€ 618 415
335	Mediation and arbitration centre	€ 110 733	€ 415 929
336	Duty travel	€ 803 161	€ 1 328 538
337	Consultancy and audit	€ 946 711	€ 750 624
338	Charges for Cases and Applications	€ 307 132	€ 172 886
339	Others	€ 75 000	€ 79 000
<b>34</b>	<b>Working Capital Fund</b>	<b>€ 2 142 848</b>	<b>€ 4 435 590</b>
341	Working Capital Fund	€ 2 142 848	€ 4 435 590
<b>35</b>	<b>Repayments to MS</b>	<b>€ 544 613</b>	<b>€ -</b>
351	Asset-related repayments	€ 544 613	€ -
352	Other repayments	€ -	€ -
<b>36</b>	<b>Legal aid and reimbursement to third parties</b>	<b>€ 898 400</b>	<b>€ 1 164 733</b>
361	Legal aid	€ 150 000	€ 150 000
362	Reimbursements to third parties	€ 748 400	€ 1 014 733
<b>37</b>	<b>Other general operating expenses</b>	<b>€ 2 156</b>	<b>€ 2 213</b>
371	Non-refundable taxes & public levies	€ -	€ -
374	Foreign currency losses	€ -	€ -
375	Damages/internal appeals Damages, internal appeals	€ -	€ -
376	Bank charges	€ 2 156	€ 2 213
<b>38</b>	<b>Depreciation and amortization expense</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
381	Depreciation of fixed assets	€ -	€ -
382	Amortisation of intangible assets	€ -	€ -
<b>39</b>	<b>Financial expenses</b>		<b>€ -</b>
<b>4</b>	<b>Capital expenditure</b>	<b>€ 2 713 348</b>	<b>€ 1 256 600</b>
<b>41</b>	<b>IT Capital expenditure</b>	<b>€ 2 713 348</b>	<b>€ 1 256 600</b>
411	IT Capital expenditure	€ 2 713 348	€ 1 256 600
<b>5</b>	<b>Revenue</b>	<b>€ 22 161 774</b>	<b>€ 30 344 347</b>
<b>51</b>	<b>Revenue from court fees</b>	<b>€ 4 500 000</b>	<b>€ 10 354 422</b>
511	Court fees	€ 4 500 000	€ 10 354 422
512	Income from mediation centre	€ -	€ -
513	Income from arbitration centre	€ -	€ -
<b>52</b>	<b>Contributions by participating Member States</b>	<b>€ 16 005 431</b>	<b>€ 16 885 365</b>
521	Contributions to assets	€ -	€ -
522	Contribution to FAP OPEX + Fin	€ 13 862 583	€ 12 449 776
523	Contributions to the Working Capital	€ 2 142 848	€ 4 435 590
<b>53</b>	<b>Other operating income</b>	<b>€ 1 656 343</b>	<b>€ 3 104 560</b>
531	Other court fees	€ -	€ -
532	Income from training centre	€ -	€ -
533	Internal tax	€ 1 656 343	€ 3 104 560
535	Foreign currency gains	€ -	€ -
<b>54</b>	<b>Work performed and capitalised</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
541	Work performed and capitalised	€ -	€ -
<b>55</b>	<b>Financial income</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
551	Financial income	€ -	€ -
<b>6</b>	<b>PSSS Expenditure</b>	<b>€ 3 625 402</b>	<b>€ 4 720 902</b>
610	Payments from Social Security Schemes	€ 3 625 402	€ 4 720 902
<b>7</b>	<b>PSSS Income</b>	<b>€ 3 625 402</b>	<b>€ 4 720 902</b>
710	Income Social Security Schemes	€ 3 625 402	€ 4 720 902

**Annexe 1.2 : hypothèses préliminaires pour les quatre prochaines années :**

Section	Title	assumptions 2026	assumptions 2027	assumptions 2028	assumptions 2029
<b>3</b>	<b>Operating and Financial Expenditure</b>	<b>€ 37 592 401</b>	<b>€ 42 293 603</b>	<b>€ 48 603 392</b>	<b>€ 53 987 271</b>
<b>31</b>	<b>Salaries</b>	<b>€ 21 808 705</b>	<b>€ 24 881 558</b>	<b>€ 29 071 205</b>	<b>€ 32 412 807</b>
311	Court of Appeal	€ 5 324 019	€ 5 933 027	€ 6 967 354	€ 7 838 824
312	Court of first instance	€ 14 868 307	€ 17 232 235	€ 20 281 458	€ 22 701 269
313	Registrar & deputy registrar	€ 563 781	€ 598 630	€ 635 637	€ 653 189
314	Other staff directly employed by the Court	€ 1 052 599	€ 1 117 665	€ 1 186 756	€ 1 219 525
<b>32</b>	<b>Pension and social security contributions</b>	<b>€ 4 875 961</b>	<b>€ 5 575 969</b>	<b>€ 6 499 201</b>	<b>€ 7 258 409</b>
321	Court of Appeal	€ 1 259 294	€ 1 411 336	€ 1 656 049	€ 1 863 534
322	Court of first instance	€ 3 242 496	€ 3 767 298	€ 4 421 220	€ 4 961 277
323	Registrar & deputy registrar	€ 132 674	€ 140 887	€ 149 609	€ 153 746
324	Other staff directly employed by the Court	€ 241 497	€ 256 447	€ 272 323	€ 279 852
325	Pension and social security contributions to national systems	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>33</b>	<b>General operating expenses</b>	<b>€ 6 492 266</b>	<b>€ 7 160 976</b>	<b>€ 7 875 409</b>	<b>€ 8 727 850</b>
331	IT Operating Expenditure, databases and eLibrary	€ 1 627 861	€ 1 796 452	€ 1 955 318	€ 2 177 589
332	Meetings of the Committees	€ 22 050	€ 23 159	€ 24 318	€ 25 540
333	Translation, publication & communication costs	€ 1 007 626	€ 1 110 127	€ 1 222 029	€ 1 343 710
334	Training centre	€ 733 177	€ 787 650	€ 861 389	€ 922 060
335	Mediation and arbitration centre	€ 631 113	€ 660 777	€ 692 777	€ 727 279
336	Duty travel	€ 1 521 978	€ 1 756 105	€ 2 038 508	€ 2 393 759
337	Consultancy and audit	€ 747 461	€ 823 531	€ 874 037	€ 926 327
338	Charges for Cases and Applications	€ 120 000	€ 120 000	€ 120 000	€ 120 000
339	Others	€ 81 000	€ 83 175	€ 87 034	€ 91 585
<b>34</b>	<b>Working Capital Fund</b>	<b>€ 3 233 473</b>	<b>€ 3 476 395</b>	<b>€ 3 940 434</b>	<b>€ 4 350 881</b>
341	Working Capital Fund	€ 3 233 473	€ 3 476 395	€ 3 940 434	€ 4 350 881
<b>35</b>	<b>Repayments to MS</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
351	Asset-related repayments	€ -	€ -	€ -	€ -
352	Other repayments	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>36</b>	<b>Legal aid and reimbursement to third parties</b>	<b>€ 1 179 733</b>	<b>€ 1 196 233</b>	<b>€ 1 214 383</b>	<b>€ 1 234 348</b>
361	Legal aid	€ 165 000	€ 181 500	€ 199 650	€ 219 615
362	Reimbursements to third parties	€ 1 014 733	€ 1 014 733	€ 1 014 733	€ 1 014 733
<b>37</b>	<b>Other general operating expenses</b>	<b>€ 2 263</b>	<b>€ 2 472</b>	<b>€ 2 760</b>	<b>€ 2 976</b>
371	Non-refundable taxes & public levies	€ -	€ -	€ -	€ -
374	Foreign currency losses	€ -	€ -	€ -	€ -
375	Damages/internal appeals Damages, internal appeals	€ -	€ -	€ -	€ -
376	Bank charges	€ 2 263	€ 2 472	€ 2 760	€ 2 976
<b>38</b>	<b>Depreciation and amortization expense</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
381	Depreciation of fixed assets	€ -	€ -	€ -	€ -
382	Amortisation of intangible assets	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>39</b>	<b>Financial expenses</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
<b>4</b>	<b>Capital expenditure</b>	<b>€ 448 000</b>	<b>€ 242 500</b>	<b>€ 100 000</b>	<b>€ -</b>
<b>41</b>	<b>IT Capital expenditure</b>	<b>€ 448 000</b>	<b>€ 242 500</b>	<b>€ 100 000</b>	<b>€ -</b>
411	IT Capital expenditure	€ 448 000	€ 242 500	€ 100 000	€ -
<b>5</b>	<b>Revenue</b>	<b>€ 38 040 401</b>	<b>€ 42 536 103</b>	<b>€ 48 703 392</b>	<b>€ 53 987 271</b>
<b>51</b>	<b>Revenue from court fees</b>	<b>€ 10 354 422</b>			
511	Court fees	€ 10 354 422	€ 10 354 422	€ 10 354 422	€ 10 354 422
512	Income from mediation centre	€ -	€ -	€ -	€ -
513	Income from arbitration centre	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>52</b>	<b>Contributions by participating Member States</b>	<b>€ 22 594 902</b>	<b>€ 26 198 645</b>	<b>€ 31 178 607</b>	<b>€ 35 542 261</b>
521	Contributions to assets	€ -	€ -	€ -	€ -
522	Contribution to FAP OPEX + Fin	€ 19 361 430	€ 22 722 250	€ 27 238 173	€ 31 191 380
523	Contributions to the Working Capital	€ 3 233 473	€ 3 476 395	€ 3 940 434	€ 4 350 881
<b>53</b>	<b>Other operating income</b>	<b>€ 5 091 077</b>	<b>€ 5 983 036</b>	<b>€ 7 170 363</b>	<b>€ 8 090 589</b>
531	Other court fees	€ -	€ -	€ -	€ -
532	Income from training centre	€ -	€ -	€ -	€ -
533	Internal tax	€ 5 091 077	€ 5 983 036	€ 7 170 363	€ 8 090 589
535	Foreign currency gains	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>54</b>	<b>Work performed and capitalised</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
541	Work performed and capitalised	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>55</b>	<b>Financial income</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>	<b>€ -</b>
551	Financial income	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>6</b>	<b>PSSS Expenditure</b>	<b>€ 7 368 596</b>	<b>€ 8 426 456</b>	<b>€ 9 826 839</b>	<b>€ 10 971 500</b>
610	Payments from Social Security Schemes	€ 7 368 596	€ 8 426 456	€ 9 826 839	€ 10 971 500
<b>7</b>	<b>PSSS Income</b>	<b>€ 7 368 596</b>	<b>€ 8 426 456</b>	<b>€ 9 826 839</b>	<b>€ 10 971 500</b>
710	Income Social Security Schemes	€ 7 368 596	€ 8 426 456	€ 9 826 839	€ 10 971 500

\*Les budgets 2026-2029 sont des estimations basées sur des hypothèses théoriques et ne devraient pas être contraignants pour la Juridiction.

## Annexe 2 Contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2025 :

### Annexe 2.1 Contributions dues par les États membres contractants pour l'année 2025 :

Nombre d'États adhérents				2025				
États membres	Clé de contribution (PC/02/041114)	Ratification (Oui=1, Non=0)	Clé de contribution pour les États adhérents	Contributions au fonds de roulement (1)	Contributions aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital (CAPEX) liées aux TI (2)	Contribution totale due (1) + (2)	Contribution totale due avant le 15 février 2025 ((1) + 50 % de (2))	Contribution totale due avant le 1 <sup>er</sup> juin 2025 (50 % de (2))
AT	2,64	1,00	2,64	€ 117 202	€ 328 961	€ 446 163	€ 281 682	€ 164 481
BE	3,25	1,00	3,25	€ 144 369	€ 405 214	€ 549 582	€ 346 976	€ 202 607
BG	0,36	1,00	0,36	€ 15 845	€ 44 474	€ 60 319	€ 38 082	€ 22 237
DE	42,82	1,00	42,82	€ 1 899 514	€ 5 331 541	€ 7 231 055	€ 4 565 285	€ 2 665 770
DK	2,14	1,00	2,14	€ 95 021	€ 266 703	€ 361 724	€ 228 372	€ 133 352
EE	0,21	1,00	0,21	€ 9 488	€ 26 630	€ 36 118	€ 22 803	€ 13 315
FI	1,64	1,00	1,64	€ 73 986	€ 178 977	€ 242 964	€ 153 254	€ 89 488
FR	14,75	1,00	14,75	€ 654 426	€ 1 836 382	€ 2 490 808	€ 1 572 617	€ 918 191
IT	17,44	1,00	17,44	€ 773 405	€ 2 170 787	€ 2 944 192	€ 1 858 798	€ 1 085 394
LT	0,31	1,00	0,31	€ 13 753	€ 53 153	€ 66 906	€ 33 558	€ 19 595
LU	1,12	1,00	1,12	€ 49 584	€ 139 172	€ 188 756	€ 119 170	€ 69 586
LV	0,36	1,00	0,36	€ 15 758	€ 44 228	€ 59 986	€ 37 872	€ 22 114
MT	1,41	1,00	1,41	€ 62 706	€ 176 003	€ 238 709	€ 150 708	€ 88 002
NL	6,35	1,00	6,35	€ 281 684	€ 790 529	€ 1 072 177	€ 676 949	€ 395 265
PT	1,38	1,00	1,38	€ 61 244	€ 171 773	€ 233 017	€ 147 131	€ 85 887
RO	0,70	1,00	0,70	€ 31 065	€ 86 107	€ 117 545	€ 74 119	€ 43 054
SE	2,75	1,00	2,75	€ 121 874	€ 337 902	€ 459 776	€ 290 825	€ 168 951
SI	0,46	1,00	0,46	€ 20 346	€ 57 107	€ 77 453	€ 48 889	€ 28 554
	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>€ 4 435 590</b>	<b>€ 12 449 776</b>	<b>€ 16 885 365</b>	<b>€ 10 660 477</b>	<b>€ 6 224 888</b>

- (1) L'article 63 paragraphe 3) du Règlement financier de la JUB stipule que : "Après détermination du montant du Fonds de roulement, le Présidium de la Juridiction communique aux États membres contractants ayant ratifié l'Accord leur engagement au titre des avances du Fonds de roulement. Les avances sont considérées comme dues et exigibles intégralement dans un délai de 45 jours après réception de la communication du Présidium de la Juridiction." Dans un souci de praticité, le fonds de roulement pour 2025 sera sollicité, la première moitié de la contribution de fonctionnement totale estimée pour 2025 devant être versée avant le 15 février 2025.
- (2) L'article 7 du règlement financier de la JUB stipule que si le budget a été adopté avant le 1er janvier, 50 % de la contribution prévue aux articles 36 et 37, paragraphes 3 et 4, de l'accord JUB doit être versée avant le 15 février, et 50 % avant le 1er juin.

*Annexe 2.2 Contributions à appeler (indemnisation avec le fonds de roulement du FAP)*

L'article 63 paragraphe 7) du Règlement financier de la JUB stipule que : "Tout excès de trésorerie du Fonds de roulement est affecté entre les États membres contractants proportionnellement au barème convenu, conformément à l'article 37, paragraphes 3 et 4, de l'Accord. Le 1 janvier suivant l'année au cours de laquelle la vérification des comptes de l'exercice financier est achevée, le montant ainsi affecté à un État membre contractant est versé à cet État membre contractant si ses contributions pour cet exercice financier ont été intégralement payées et est utilisé pour liquider, en tout ou partie, d'abord les avances éventuellement dues au Fonds de roulement, ensuite les éventuels retards de paiement des contributions estimées, et enfin les contributions évaluées pour l'année civile suivant l'année au cours de laquelle la vérification a été effectuée."

Par conséquent, puisque l'audit du premier exercice comptable (FAP) a été finalisé avant l'adoption du budget 2025, et conformément à la décision du Comité budgétaire du 14 mars 2024 de reporter 1 733 982 EUR des fonds non utilisés du budget FAP au budget 2024 adopté, un montant total de 8.698.583 EUR (y compris le montant du fonds de roulement déjà adopté de 2.410.637 EUR pour le FAP) pourrait être compensé avec l'appel de fonds du budget 2025 de la manière suivante :

nombre d'États adhérents				non-utilisation de la déduction du FAP en trésorerie		
État membre	Clé de contribution (PC/02/041114)	Ratification (Oui=1, Non=0)	clé de contribution pour les états adhérents	contribution totale 2025 (A)	compensation du FAP (B)	contribution nette 2025 (C) = (A) + (B)
AT	2,64	1,00	2,64	€ 446 163	-€ 231 454	€ 214 709
BE	3,25	1,00	3,25	€ 549 582	-€ 285 105	€ 264 478
BG	0,36	1,00	0,36	€ 60 319	-€ 31 291	€ 29 027
DE	42,82	1,00	42,82	€ 7 231 055	-€ 3 751 229	€ 3 479 826
DK	2,14	1,00	2,14	€ 361 724	-€ 187 650	€ 174 074
EE	0,21	1,00	0,21	€ 36 118	-€ 18 737	€ 17 381
FI	1,44	1,00	1,44	€ 242 742	-€ 125 927	€ 116 815
FR	14,75	1,00	14,75	€ 2 491 265	-€ 1 292 398	€ 1 198 868
IT	17,44	1,00	17,44	€ 2 944 192	-€ 1 527 348	€ 1 416 844
LT	0,31	1,00	0,31	€ 53 153	-€ 27 574	€ 25 579
LU	1,12	1,00	1,12	€ 188 756	-€ 97 920	€ 90 836
LV	0,36	1,00	0,36	€ 59 986	-€ 31 119	€ 28 867
MT	1,41	1,00	1,41	€ 238 709	-€ 123 834	€ 114 875
NL	6,35	1,00	6,35	€ 1 072 177	-€ 556 210	€ 515 968
PT	1,48	1,00	1,48	€ 250 604	-€ 130 005	€ 120 599
RO	0,70	1,00	0,70	€ 117 545	-	€ 117 545
SE	2,75	1,00	2,75	€ 463 823	-€ 240 616	€ 223 207
SI	0,46	1,00	0,46	€ 77 453	-€ 40 180	€ 37 273
	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>€ 16 885 365</b>	<b>-€ 8 698 583</b>	<b>€ 8 186 783</b>

**Annexe 2.3 Contributions appelées en trésorerie (y compris le mécanisme de correction)**

**D'un point de vue purement lié aux flux de trésorerie et en tenant compte du mécanisme de correction, les contributions des États membres pour 2025 se présentent comme suit :**

	Écart avant correction		Application de la correction				Écart final		
État membre	écart initial L/RL	CC art. 2 taux d'impact négatif	contribution ajustée	part du quota de correction entre les 6 EM	Correction	contribution ajustée et compensée	écart après correction	taux de correction négative de l'écart	taux d'impact négatif
AT	16 261€	7,54%	€ 219 003	6,69%	10 950 €	€ 208 053	9 605€	-59%	4,47%
BE	37 926€	14,31%	€ 269 767	15,60%	25 539 €	€ 244 228	17 677€	-47%	6,68%
BG	1 680€	0,00%	€ 29 608	0,00%	-	€ 29 608	-	0%	0,00%
DE	92 964€	0,00%	€ 3 549 423	0,00%	-	€ 3 549 423	-	0%	0,00%
DK	7 827€	0,00%	€ 177 555	0,00%	-	€ 177 555	-	0%	0,00%
EE	1 196€	0,00%	€ 17 729	0,00%	-	€ 17 729	-	0%	0,00%
FI	5 801€	0,00%	€ 119 152	0,00%	-	€ 119 152	-	0%	0,00%
FR	59 244€	0,00%	€ 1 222 858	0,00%	-	€ 1 222 858	-	0%	0,00%
IT	32 935€	0,00%	€ 1 445 181	0,00%	-	€ 1 445 181	-	0%	0,00%
LT	1 406€	0,00%	€ 26 091	0,00%	-	€ 26 091	-	0%	0,00%
LU	52 209€	57,46%	€ 92 652	21,47%	35 157 €	€ 57 496	18 869€	-36%	20,77%
LV	1 202€	0,00%	€ 29 445	0,00%	-	€ 29 445	-	0%	0,00%
MT	102 245€	89,00%	€ 117 172	42,05%	68 850 €	€ 48 322	35 693€	-35%	31,07%
NL	20 815€	0,00%	€ 526 287	0,00%	-	€ 526 287	-	0%	0,00%
PT	32 029€	26,53%	€ 103 011	13,17%	21 568 €	€ 101 443	12 873€	-40%	10,67%
RO	6 085€	0,00%	€ 119 896	0,00%	-	€ 119 896	-	0%	0,00%
SE	11 997€	0,00%	€ 227 671	0,00%	-	€ 227 671	-	0%	0,00%
SI	2 482€	6,62%	€ 38 018	1,02%	1 672 €	€ 36 347	1 556€	-63%	4,18%

	<b>contribution totale due avant le 15 février 2025 ((1) + 50 % × (2))</b>	<b>contribution totale due avant le 1<sup>er</sup> juin 2025 (50 % × (2))</b>
AT	€ 104 026	€ 104 026
BE	€ 122 114	€ 122 114
BG	€ 14 804	€ 14 804
DE	€ 1 774 711	€ 1 774 711
DK	€ 88 778	€ 88 778
EE	€ 8 864	€ 8 864
FI	€ 59 576	€ 59 576
FR	€ 611 429	€ 611 429
IT	€ 722 590	€ 722 590
LT	€ 13 045	€ 13 045
LU	€ 28 748	€ 28 748
LV	€ 14 722	€ 14 722
MT	€ 24 161	€ 24 161
NL	€ 263 143	€ 263 143
PT	€ 50 721	€ 50 721
RO	€ 75 696	€ 44 200
SE	€ 113 836	€ 113 836
SI	€ 18 173	€ 18 173
	<b>€ 4 109 139</b>	<b>€ 4 077 644</b>

## **Annexe 3 : remarques concernant les dépenses liées aux TI dans le budget 2025.**

### **Chapitre 411 - Dépenses liées aux TI : Systèmes et services intégrés**

Les investissements nécessaires ((dépenses en capital)) pour 2025 s'élèvent à : 1.856.600 €. Ils se répartissent, selon les solutions, comme suit :

- **Logiciel du CMS (budget : 1 280 000 €)**

Ce budget est estimé alors que la cible de la solution CMS pour la JUB n'a pas encore été finalisée. En effet, la Juridiction a entamé, début 2024, un programme de réusinage du CMS (nouvelle solution CMS) qui est actuellement dans sa phase de préparation et qui comprend les principaux volets suivants :

- Formalisation des besoins de la Juridiction selon un nouveau paradigme (standardisation des flux de traitement des dossiers)
- Déterminer la stratégie de refonte du CMS
- Définition du plan de transition
- Conception de l'architecture des solutions informatiques ciblées

Parallèlement, la Juridiction a commencé, dans le cadre de son accord avec l'OEB, la mise en œuvre en mode agile d'une nouvelle solution CMS basée sur une approche MVP (Minimum Viable Product) et fondée sur les briques informatiques fournies par l'OEB.

A ce stade, nous ne savons pas quel périmètre de couverture sera pris en charge par l'OEB. Il s'agit donc de prévoir un budget pour couvrir les actifs informatiques supplémentaires qui seront pris en charge par la JUB. Ce budget est estimé de manière très approximative et en tenant compte du budget précédemment établi (globalement, il n'y a pas d'augmentation par rapport à l'estimation précédente).

- **Solution CMS pour le centre de médiation et d'arbitrage en matière de brevet (budget : 255 000 €)**

La solution CMS pour la PMAC initialement prévue pour démarrer en 2024 a dû être reportée pour répondre à des besoins plus urgents et dans le cadre du réusinage du CMS pour le TPI/la CdA. Par conséquent, le budget prévu pour 2024 est transposé à 2025 et correspond au coût des licences et 250 jours de consulting externe pour analyser, implémenter et tester la future solution. Sachant également que la mise en œuvre de cette solution est prévue sur 18 mois et que donc ce budget représente une première partie de la mise en œuvre de la solution.

- **Site web (21 600 €)**

Développement de nouvelles pages pour le site web (page de presse, page juridique, pages d'affichage des statistiques) et de nouvelles fonctionnalités (lien avec l'outil de traduction).

- 

- **Solution et outils d'analyse et d'établissement de rapports (budget : 300 000 €)**

Mise à disposition d'un système de reporting et d'analyse sur les données issues de nos solutions (CMS, finance, RH...). Au cours de l'année 2024, nous avons réalisé les analyses et la conception de la future solution d'analyse et de reporting. L'implémentation, la mise en place

d'un outil de reporting / analyse de données (coûts de licence) et les tests de la solution sont prévus pour 2025 après une phase d'appel d'offre réalisée fin 2024.

### Chapitre 331 - Dépenses opérationnelles informatiques et bases de données (licences e-Library non comprises)

Un total de **1 859 792 €** est prévu pour assurer les opérations informatiques (dépenses de fonctionnement), qui se répartissent comme suit :

- **Soutien annuel de nos solutions actuelles (budget : 1 255 892 €)**

Ces coûts correspondent aux frais de licence (ou frais SaaS : Software as a Service), au support et à la maintenance (améliorations de la solution). Cela comprend également les adaptations à effectuer en fonction de la future solution CMS (programme de refonte du CMS).

Ne connaissant pas encore la cible en termes de solution CMS, les coûts de support et de maintenance associés ont été évalués sur la base du modèle actuellement en place (volume d'actions et d'applications). Ces coûts sont reportés sur une autre ligne budgétaire (ligne 338). Le montant de 120.000 € correspond aux frais de résiliation du contrat (avec le fournisseur Net Service).

	Budget 2025 (in €)
<b>CMS Maintenance &amp; Support *</b>	120 000
<b>Corporate Web site - Internet Presence</b>	30 000
<b>Intranet site</b>	48 000
<b>Corporate Functions - ERP Modules</b>	
Finance (SAGE)	12 530
Finance - Budgetary flow digitalization	10 000
HR solution (Educos)	105 050
Luxtrust for HR solution (Educos)	21 250
HR Recruiting Tool (Reach Me)	4 408
<b>BI &amp; Analytics (reporting solution)</b>	50 000
<b>Others software solutions</b>	
Translation tools	35 140
Anonymization tool	66 639
<b>Collaborative solutions</b>	
Collaborative platform	122 500
Integrated Video Conferencing (Webex - NTT)	30 375

(\*) La maintenance et l'assistance du CMS sont couvertes par les frais de procédure (ne font pas partie de ce budget).

- **Outils de gouvernance et d'exploitation informatique (budget 112 650 €)**

Licences et assistance pour nos outils de gouvernance et de gestion de l'accès sécurisé à nos systèmes informatiques.

	Budget 2025 (in €)
<b>IT Governance - Operations</b>	
Ticketing System (GLPI)	12 300
Support on CMS SA (strong authentication)	26 400
Luxtrust cards	7 200
Public & Private APIs (Apigee - Devoteam)	64 000
Web domains (hosting - Cloudflare)	2 750

- **Infrastructure (budget : 275 000 €)**

Coûts récurrents pour notre infrastructure informatique (IaaS : Infrastructure as a Service) compte tenu des besoins actuels en termes de solutions d'hébergement (solutions CMS, Finance, site web, ...).

Un budget approximatif (la montant précis n'est pas encore connu) de 50 000 euros est prévu pour héberger la nouvelle solution qui remplacera le CMS actuel. L'infrastructure hébergeant le CMS actuel sera progressivement décommissionnée à la fin de la phase de transition entre l'ancien et le nouveau CMS (vraisemblablement au cours du 2ème semestre 2025). Cette estimation de 50.000 euros tient compte de ce démantèlement.

L'infrastructure nécessite encore des améliorations de performance et un éventuel renforcement en termes de sécurité. Un budget prévisionnel est prévu à cet effet.

Enfin, en 2025, un test de reprise après sinistre est prévu, nécessitant le soutien de la société en charge de notre infrastructure.

Le budget pour la partie infrastructure est réparti comme suit :

	Budget 2025 (in €)
<b>Infrastructure</b>	
Hosting (current scope)	180 000
IT infrastructure improvements	25 000
Increase security aspects	10 000
New environnement	50 000
Backup, Disaster Recovery, and Business Continuity	10 000

- **Consultance et soutien informatiques externes (budget : 216 250 €)**

Des services de conseil et d'assistance sont prévus pour 2025. Cela concerne :

- La réalisation d'un audit de sécurité (y compris les tests de pénétration) ;
- L'assistance aux spécialistes des technologies de l'information sur divers sujets (par exemple, l'architecture et la gouvernance des données, l'architecture d'entreprise) ;

- Services d'assistance imprévus sur nos solutions ou notre infrastructure.

Le détail du budget par type de conseil est décrit ci-dessous :

	Budget 2025 (in €)
<b>External IT consultancy &amp; Support</b>	
IT Security	15 000
IT Consulting & Compliance	150 000
Miscellaneous support	30 750
Travelling expenses *	20 500

*(\*) Les frais de déplacement sont considérés séparément étant donné que les services peuvent être fournis sur place ou à distance.*

#### ***Annexe 4 : États financiers de la Juridiction***

Les états financiers de la JUB selon la méthode de comptabilité d'exercice seront essentiels à la diffusion d'informations pertinentes pour évaluer la viabilité à long terme de la JUB. Conformément au règlement financier de la JUB, les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) sont les principes comptables généralement admis visés à l'article 26, paragraphe 1, et à l'article 33, paragraphe 2, point d), du statut. Les normes IPSAS sont destinées à mesurer la responsabilité au moyen d'une évaluation de la performance et de la situation financière de la JUB, afin de faciliter la prise de décision et l'établissement de la responsabilité. Le projet du compte de résultat (5.3.) et le projet de l'état de la situation financière (5.4.) du budget 2025 constituent seulement des prévisions et ne sont fournis qu'à titre d'illustration.

Les tableaux suivants présentant le projet de l'état des ressources (5.1), le projet de l'état du revenu estimé (5.2), le compte de résultat (5.3) et l'état de la situation financière et de la Juridiction (5.4) conformément aux articles du règlement financier de la Juridiction unifiée du brevet sont recensés à la date du 31 décembre 2024, ce qui équivaut à une période de 12 mois.

#### 4.1. *Projet de l'état des ressources*

### Plan Statement of Resources 2025

in EUR

	Cash in EUR	Transition to Accrual in EUR	Accrual in EUR
<b>31 Salaries</b>	<b>13 999 641</b>	<b>- 4 546 093</b>	<b>9 453 548</b>
<b>(i) salaries of</b>			
the President of the Court of Appeal,	289 419	- 101 871	187 549
the President of the Court of First Instance,	261 612	- 89 038	172 574
the other judges,	11 928 225	- 3 957 519	7 970 706
the Registrar and the Deputy Registrar	529 061	- 179 091	349 971
any other staff directly employed by the Court	991 324	- 218 575	772 748
<b>32 Pension and social security contributions</b>	<b>3 131 978</b>	<b>1 441 533</b>	<b>4 573 511</b>
<b>(ii) pension and social security contributions of</b>			
the President of the Court of Appeal,	68 985	- 45 552	23 432
the President of the Court of First Instance,	62 202	- 41 073	21 128
the other judges,	2 648 433	- 1 843 002	805 430
the Registrar and the Deputy Registrar	124 940	- 82 501	42 439
any other staff directly employed by the Court	227 419	- 150 171	77 248
Current service costs (Defined Benefit Obligations)	-	3 603 833	3 603 833
<b>33 General operating expenses</b>	<b>6 353 592</b>	<b>953 074</b>	<b>7 306 666</b>
(iii) costs incurred by the Court for meetings, as well as for translation and communication costs.	937 586	-	937 586
(iv) costs incurred for Travel, consultancy, the Training Centre, the Patent Mediation and Arbitration Centre, the IT Opex and other operating expenses;	5 416 006	953 074	6 369 080
<b>34 Working Capital Fund</b>	<b>4 435 590</b>	<b>- 4 435 590</b>	<b>-</b>
(v) resources to be allocated to the Working Capital Fund.	4 435 590	- 4 435 590	-
<b>35 Repayments to MS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>36 Legal aid and reimbursement to third parties</b>	<b>1 164 733</b>	<b>-</b>	<b>1 164 733</b>
<b>37 Other general operating expenses</b>	<b>2 213</b>	<b>-</b>	<b>2 213</b>
<b>38 Depreciation and amortization expense</b>	<b>-</b>	<b>980 730</b>	<b>980 730</b>
<b>39 Financial expenses</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>41 IT Capital Expenditure</b>	<b>1 256 600</b>	<b>- 1 256 600</b>	<b>-</b>
<b>SUBTOTAL Court</b>	<b>30 344 347</b>	<b>- 6 862 946</b>	<b>23 481 401</b>
<b>61 Payments from Social Security Schemes</b>	<b>4 720 902</b>	<b>- 4 720 902</b>	<b>-</b>
<b>SUBTOTAL PSSS</b>	<b>4 720 902</b>	<b>- 4 720 902</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL Court + PSSS</b>	<b>35 065 249</b>	<b>- 11 583 848</b>	<b>23 481 401</b>

#### 4.2. *Projet de l'état des recettes estimées*

##### Plan Statement of the Estimated Income

2025

in EUR

		Cash in EUR	Transition to Accrual in EUR	Accrual in EUR
51	Revenue from court fees	10 354 422	-5 506 758	4 847 663
52	Contributions by participating Member States	16 885 365	-3 504 116	13 381 250
	(i) contribution to Operating expenses	12 449 776	931 474	13 381 250
	(ii) contributions to the Working Capital	4 435 590	-4 435 590	0
53	Other operating income	3 104 560	-3 104 560	0
	(iv) any other income of the Court	3 104 560	-3 104 560	0
54	Work performed and capitalised	0	0	0
55	Financial income	0	0	0
<b>SUBTOTAL Court</b>		<b>30 344 347</b>	<b>-12 115 434</b>	<b>18 228 913</b>
71	Income Social Security Schemes	4 720 902	-4 720 902	0
<b>SUBTOTAL PSSS</b>		<b>4 720 902</b>	<b>-4 720 902</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL Court + PSSS</b>		<b>35 065 249</b>	<b>-16 836 336</b>	<b>18 228 913</b>

#### 4.3. *Compte de résultat*

##### Statement of Financial Performance

in EUR

	2025	2026	2027	2028	2029
	in EUR	in EUR	in EUR	in EUR	in EUR
<b>5 Revenue</b>					
51 Revenue from court fees	4 847 663	10 354 422	10 354 422	10 354 422	10 354 422
52 Contributions by participating Member States	13 381 250	20 040 459	23 452 293	28 065 665	32 105 065
53 Other					
<b>Total revenue</b>	<b>18 228 913</b>	<b>30 394 881</b>	<b>33 806 715</b>	<b>38 420 086</b>	<b>42 459 487</b>
<b>3 Expenses</b>					
31+32 Employee benefits	14 027 059	21 593 589	24 474 490	28 400 043	31 580 628
33 General operating expenses	7 306 666	7 171 296	7 891 019	8 702 900	9 641 535
36 Legal aid and reimbursement to third parties	1 164 733	1 179 733	1 196 233	1 214 383	1 234 348
37 Other general operating expenses	2 213	2 263	2 472	2 760	2 976
38 Depreciation and amortization expense	980 730	396 393	450 560	415 560	475 560
39 Financial expenses	-	-	-	-	-
<b>Total expenses</b>	<b>23 481 401</b>	<b>30 343 273</b>	<b>34 014 774</b>	<b>38 735 646</b>	<b>42 935 046</b>
<b>Net surplus/(deficit) for the period</b>	<b>- 5 252 488</b>	<b>51 607</b>	<b>- 208 060</b>	<b>- 315 560</b>	<b>- 475 560</b>

## 4.4. État de la situation financière

## Statement of Financial Position

in EUR

		2025	2026	2027	2028	2029
		in EUR				
<b>1</b>	<b>Assets</b>					
<b>11</b>	<b>Non-current assets</b>					
112	Intangible assets	1 484 750	1 536 357	1 328 297	1 012 738	537 178
114	Other non-current assets (financial and non-financial)	6 540 590	12 212 510	18 698 714	26 275 655	34 727 120
	<b>Total non-current assets</b>	<b>8 025 340</b>	<b>13 748 867</b>	<b>20 027 012</b>	<b>27 288 393</b>	<b>35 264 299</b>
<b>12</b>	<b>Current assets</b>					
121	Accounts receivable from non-exchange transactions	-	-	-	-	-
122	Cash and cash equivalents	6 407 983	6 752 586	6 041 143	6 656 836	7 422 924
123	Prepayments	0	0	0	0	0
	<b>Total current assets</b>	<b>6 407 983</b>	<b>6 752 586</b>	<b>6 041 143</b>	<b>6 656 836</b>	<b>7 422 924</b>
	<b>Total assets</b>	<b>14 433 324</b>	<b>20 501 452</b>	<b>26 068 155</b>	<b>33 945 229</b>	<b>42 687 222</b>
<b>2</b>	<b>Liabilities and equity</b>					
<b>21</b>	<b>Non-current liabilities</b>					
211	Liability towards Member States and others States					
212	Defined Benefit Obligations	6 540 590	12 212 510	18 698 714	26 275 655	34 727 120
	<b>Total non-current liabilities</b>	<b>6 540 590</b>	<b>12 212 510</b>	<b>18 698 714</b>	<b>26 275 655</b>	<b>34 727 120</b>
<b>22</b>	<b>Current liabilities</b>					
221	Employee benefits	-	-	-	-	-
222	Accounts payable	761 019	694 027	740 348	797 541	872 785
223	Due to member states					
224	Liability for working capital fund	5 646 964	6 058 559	5 300 796	5 859 295	6 550 139
225	Other current liabilities					
226	Deferred revenue	9 560 758	9 560 758	9 560 758	9 560 758	9 560 758
<b>227</b>	<b>Other current liabilities</b>	-	-	-	-	-
	<b>Total current liabilities</b>	<b>15 968 742</b>	<b>16 313 344</b>	<b>15 601 902</b>	<b>16 217 595</b>	<b>16 983 682</b>
	<b>Total liabilities</b>	<b>22 509 332</b>	<b>28 525 854</b>	<b>34 300 616</b>	<b>42 493 250</b>	<b>51 710 802</b>
<b>23</b>	<b>Net Assets / Equity Attributable to the Member States</b>					
232	Other reserves	19 966	19 966	19 966	19 966	19 966
233	Accumulated surplus/(deficit)	-4 314 425	-4 262 817	-4 470 877	-4 786 436	-5 261 996
	<b>Total net assets/equity</b>	<b>- 4 294 459</b>	<b>- 4 242 851</b>	<b>- 4 450 911</b>	<b>- 4 766 470</b>	<b>- 5 242 030</b>

#### 4.5. Prévision des flux de trésorerie

##### Direct Method Cash Flow Statement

in EUR

	2025	2026	2027	2028	2029
<b>Cash flows from operating activities</b>					
Cash receipts from Court	€ 13 458 981	€ 15 445 499	€ 16 337 458	€ 17 524 785	€ 18 445 010
Cash receipts from Member States	€ 8 173 099	€ 20 040 459	€ 22 694 530	€ 28 065 665	€ 32 105 065
<i>Total operating cash receipts</i>	<b>€ 21 632 080</b>	<b>€ 35 485 957</b>	<b>€ 39 031 987</b>	<b>€ 45 590 450</b>	<b>€ 50 550 076</b>
Payments of Employees benefits	-€ 17 131 619	-€ 26 684 666	-€ 30 457 527	-€ 35 570 406	-€ 39 671 216
Payments to suppliers of goods and services	-€ 8 459 448	-€ 8 341 584	-€ 9 022 853	-€ 9 848 600	-€ 10 793 615
<i>Total operating cash payments</i>	<b>-€ 25 591 067</b>	<b>-€ 35 026 250</b>	<b>-€ 39 480 380</b>	<b>-€ 45 419 006</b>	<b>-€ 50 464 831</b>
<b>Cash Flow from operating activities</b>	<b>-€ 3 958 987</b>	<b>€ 459 707</b>	<b>-€ 448 392</b>	<b>€ 171 443</b>	<b>€ 85 244</b>
<b>Cash flows from investing activities</b>					
Acquisition of tangible and intangible assets	-€ 1 313 500	-€ 526 700	-€ 263 050	-€ 114 250	-€ 10 000
<b>Cash flow from investing activities</b>	<b>-€ 1 313 500</b>	<b>-€ 526 700</b>	<b>-€ 263 050</b>	<b>-€ 114 250</b>	<b>-€ 10 000</b>
<b>Cash flows from financing activities</b>					
Cash receipts from Member States	€ 13 684	€ 411 595	€ -	€ 558 500	€ 690 843
Payments to Member States	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
<b>Cash flow from financing activities</b>	<b>€ 13 684</b>	<b>€ 411 595</b>	<b>€ -</b>	<b>€ 558 500</b>	<b>€ 690 843</b>
<b>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalent</b>	<b>-€ 5 258 803</b>	<b>€ 344 602</b>	<b>-€ 711 442</b>	<b>€ 615 693</b>	<b>€ 766 087</b>
<b>Cash and cash equivalents net at the beginning of the Period</b>	<b>€ 11 666 786</b>	<b>€ 6 407 983</b>	<b>€ 6 752 586</b>	<b>€ 6 041 143</b>	<b>€ 6 656 836</b>
<b>Cash and cash equivalents net at the end of the Period</b>	<b>€ 6 407 983</b>	<b>€ 6 752 586</b>	<b>€ 6 041 143</b>	<b>€ 6 656 836</b>	<b>€ 7 422 924</b>

#### 4.6 Note explicative sur les  tats financiers

Dans la présente approche budgétaire, les contributions dues par tous les  tats membres contractants couvrent tous les besoins financiers de la Juridiction et il est supposé, à des fins de simplification, que les dépenses inscrites au budget sont exécutées et que 90 % d'entre elles sont payées au cours du même exercice budgétaire.

##### **Immobilisations incorporelles :**

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique moins l'amortissement cumulé et les éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile estimée en utilisant la méthode linéaire.

La durée de vie utile estimée des catégories d'immobilisations incorporelles est la suivante : - CMS (système de gestion des procédures) 7 ans.

-Autres immobilisations incorporelles : 5 ans

##### **Obligation au titre des prestations définies**

La JUB verse des cotisations de pension pour le compte de ses employés conformément à l'annexe II du statut des fonctionnaires et agents (régime de pension de la Juridiction) CA/09/08072022. Les cotisations sont traitées comme des versements à un régime de pension à prestations définies.

L'attention des délégués est attirée sur le fait qu'en l'absence actuelle d'une étude d'évaluation actuarielle et d'une stratégie de placement des pensions, les coûts prévus des prestations de pension

sont évalués sur la base des cotisations de pension actuelles versées par la JUB et ses employés et ne reflètent pas les obligations réelles du régime de prestations. Une mise à jour de ces coûts sera soumise aux organes directeurs compétents en temps utile.

**Responsabilité actuelle - Responsabilité envers les États membres**

Il s'agit des avances faites par les états membres contractants au fonds de roulement comme stipulé dans l'article 63 du Règlement financier. Sur la base du budget réel de 2024, il est supposé que 21 % du fonds de roulement budgétisé annuellement sont convertis en dépenses de fonctionnement budgétisées annuellement.

**Passif à court terme - à payer (charges à payer)**

La JUB a supposé que 10 % des dépenses d'exploitation budgétisées annuellement seront réglées au cours de la période suivante.

**Passif à court terme - Frais payés d'avance :**

Les droits payés d'avance sont des dettes liées aux paiements reçus pour les frais de procédure pour lesquels aucun service n'a encore été exécuté. L'estimation des droits payés d'avance correspond à l'estimation des revenus judiciaires.

La JUB mène sa procédure d'une manière qui permettra normalement à la procédure orale finale sur l'infraction et la validité en première instance d'avoir lieu dans un délai d'un an et au jugement six semaines plus tard.

Les parties aux procédures paieront à l'avance les frais fixes et les frais fondés sur la valeur du litige à la JUB, conformément au règlement sur les frais de procédure adopté par décision du Comité administratif le 8 juillet 2022.